



PRESIDENTIELLE AU BRESIL : BOLSONARO DEHORS, LES TRAVAILLEURS DEVRONT PRENDRE LA RUE SOUS LULA !

Bulletin éducation - NPA Hauts-de-Seine - 9 novembre 2022

Avec 50,9 % des votes, contre 49,1 % pour son adversaire, le candidat de gauche Lula a remporté l'élection

présidentielle la plus serrée depuis la chute de la dictature au Brésil. La défaite du président d'extrême droite Bolsonaro est un soulagement pour beaucoup de militants et militantes du mouvement ouvrier, des droits humains et de la défense de l'environnement. Mais elle ne doit pas susciter la moindre illusion quant aux politiques qui vont être menées.

LE "PARTI DES TRAVAILLEURS" : UN BILAN AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE

Si Lula est un ancien syndicaliste et le fondateur du « Parti des Travailleurs » (PT), voilà bien longtemps qu'il ne sert plus les intérêts des exploités. Le PT a été au pouvoir de 2003 à 2016, avec Lula puis sa successeuse Dilma Rousseff, en alliance avec des partis de droite. Leurs gouvernements ont mené sans réserve les politiques d'austérité budgétaire exigées par le Fonds monétaire international (FMI) et le patronat brésilien : augmentation de l'âge de départ à la retraite, maintien des bas salaires et de conditions de travail indignes, projets destructeurs en Amazonie, au détriment de l'environnement et des peuples indigènes...

Si des projets sociaux d'aide alimentaire ont permis de faire baisser la pauvreté, c'est en les faisant payer par l'État, donc par la population, non par les plus riches. Du reste, le programme phare de Lula, la bourse familiale (« bolsa família »), a été sacrifié en 2015, suite à la crise économique.

Sous les gouvernements du PT, la police, l'armée et les milices patronales ou de propriétaires terriens ont continué de faire régner la terreur dans les bidonvilles (les favelas), contre les grèves ouvrières ou face aux mouvements sociaux, notamment ceux des paysans et paysannes sans-terres et des peuples autochtones.

LA VAGUE BOLSONARISTE N'A PAS ETE STOPPEE

Ces années de trahisons du PT au pouvoir ont renforcé la défiance populaire, non seulement vis-à-vis des

institutions et des partis politiques qui les dirigent, mais aussi vis-à-vis des organisations qui se prétendent hypocritement du côté des travailleurs et des travailleuses.

En 2018, Bolsonaro s'est présenté comme un candidat de rupture avec les partis institutionnels, les fausses promesses et la corruption. Il n'en est évidemment rien : cet ancien militaire est un nostalgique de la dictature qui a duré de 1964 à 1985, il est ouvertement raciste, sexiste et homophobe, il nie le réchauffement climatique et n'a que mépris pour la vie des plus pauvres... Son modèle, c'est la concurrence et la réussite individualiste.

Pourtant, avec le soutien des milieux ultra-conservateurs, notamment de la droite religieuse, il a réussi à implanter ses idées ultra-réactionnaires. Après quatre ans de pouvoir, son parti, le Parti libéral (PL), est plus fort que jamais. Il a remporté l'élection de 14 des 27 États du pays, notamment celui de São Paulo, ainsi que le plus grand groupe au Sénat.

Le 31 octobre, des manifestations ont éclaté contre sa défaite, avec des barrages routiers dans plusieurs régions, notamment dans l'État agricole du Mato Grosso et même sur l'autoroute reliant São Paulo à Rio de Janeiro.

LULA : UN PRESIDENT TOUJOURS AU SERVICE DE LA CLASSE DOMINANTE

Dans son discours de victoire, Lula a proclamé : « Il n'y a pas deux Brésil, nous sommes un peuple, une nation. » Comme si la classe ouvrière, la paysannerie, les habitants et habitantes des favelas ou les peuples indigènes... avaient les mêmes intérêts que la bourgeoisie !

S'il compte relancer les aides, c'est sans faire payer la classe qui possède les richesses, et en lui promettant surtout de défendre ses intérêts, avec la relance des ventes internationales de produits agricoles et industriels, c'est-à-dire en maintenant la grande propriété terrienne, au détriment des sans-terres et en renforçant l'exploitation des travailleurs et travailleuses.

Pour défendre leurs intérêts, les opprimés et les exploités ne doivent compter que sur leurs propres forces, sur leurs luttes, leurs grèves, leurs manifestations, leurs actions de blocages et d'occupation. Ce sont elles qui imposeront des conquêtes solides... Et qui feront reprendre confiance dans l'action collective, plutôt que dans les discours réactionnaires et individualistes.



@NPA_92



@NPA_92_HAUTSDESEINE



NPA 92 NORD



ELECTIONS PROFESSIONNELLES : PAS DE TREVE ELECTORALE POUR NOS LUTTES !

En décembre, nous sommes invités à élire les représentants et représentantes au sein des « instances de dialogue social » : les comités sociaux d'administration (CSA), les commissions administratives paritaires (CAP) et les commissions consultatives paritaires (CCP).

Les CSA, issus de la fusion entre les comités techniques et les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, sont des instances fourre-tout, qui n'ont plus la possibilité de travailler sur des sujets spécifiques, ni d'agir en justice comme les CHSCT. Les CAP ne se prononcent plus que sur les questions disciplinaires... Les collègues qui ont vécu

une mutation depuis 2020 savent à quel point cela a ouvert la voie à l'opacité dans les affectations (voire à l'arbitraire...). Enfin, les CCP, compétentes pour les agents et agentes non titulaires (AESH, AED, AP, profs contractuels...) ne peuvent empêcher le non renouvellement d'un contrat à durée déterminée si la hiérarchie le décide... Enfin, le processus électoral, tout entier par voie électronique, avec ses méandres et ses dysfonctionnements est un véritable repoussoir pour que les salariés y participent.

Les directions de nos organisations syndicales, quant à elles, sont bien souvent discréditées. À cautionner becs et ongles le « dialogue social » qui met au même niveau les représentants patronaux et/ou gouvernementaux et les délégués des personnels, elles en arrivent à voir l'action syndicale principalement par ce prisme. Cela les mène à être sourdes aux mobilisations locales contre les fermetures et suppressions de postes, contre les attaques : bac Blanquer et E3C, école de la confiance, salaires en berne, suppressions de postes, d'enseignement, d'enseignement spécialisé, d'AESH, d'infirmières, de médecine scolaire... Des mobilisations qui auraient besoin de s'unir pour être plus fortes, plutôt que de se laisser balader de journée de grève en journée de grève, sans plan d'action qui donne confiance dans la possibilité de gagner.

Alors qu'en ce moment-même éclatent sous nos yeux une multitude de grèves pour des augmentations de salaires, il serait temps que l'ensemble des organisations syndicales, dont une partie seulement appellent à la grève du 10 novembre, soient des outils pour l'union de celles et ceux qui relèvent la tête.

Dans maints endroits, des équipes syndicales tentent de regrouper les combats, d'initier des mobilisations.

Ces élections doivent être un moment pour exprimer la nécessité d'un mouvement de l'ensemble du monde du travail, un moment d'expression pour les militantes et militants syndicalistes qui ont construit des cadres collectifs de coordination, qui ont soutenu les sans-facs de Nanterre ou les salariés en lutte pour l'interdiction des licenciements, qui refusent de lâcher sur les revendications. Ce que nous défendons au quotidien doit aussi s'exprimer à l'occasion de cette période d'élections professionnelles, afin de mesurer aussi ce que cela pèse dans nos propres syndicats.



CASSE DU LYCEE PRO : DEUX MONDES, DEUX CLASSES QUI S'AFFRONTENT

L'attaque contre les lycées professionnels s'inscrit dans une longue suite de réformes, et pourrait être fatale si Macron réussit à appliquer son projet. Le LP accueille actuellement un tiers des lycéens et lycéennes qui préparent le CAP (deux ans) ou le bac pro (trois ans) en suivant des cours d'enseignement professionnel, d'enseignement général et 22 semaines de stage en entreprise. Le gouvernement a lancé une attaque sur deux fronts : casser le lycée pro et renforcer l'apprentissage.

LA CASSE DE LA VOIE PROFESSIONNELLE SCOLAIRE...

La « Transformation de la voie professionnelle », lancée en 2019, a limité toute ambition scolaire au sein des LP. Les heures d'enseignement disciplinaire pur ont été quasiment remplacées par des heures d'enseignement « en mode projet », ou par des enseignements professionnels généralistes : cette mesure a permis de supprimer l'équivalent de 400 heures d'enseignement général et professionnel par élève, soit un trimestre et 1000 postes en moins... En septembre, Macron a annoncé que le contenu des enseignements allait encore être modifié : mettre le paquet sur le français et les maths et augmenter de 50 % le temps de stage. Cinq semaines de stage supplémentaires en un an, c'est autant d'heures de cours en moins à assurer, et autant de postes qui vont sauter. Ça tombe bien, depuis juin dernier, les profs certifiés PLP peuvent aussi enseigner en collège ou en lycée général et technologique !

...ET L'ENCOURAGEMENT DE L'APPRENTISSAGE

En parallèle, la loi de Blanquer et Pénicaud « Liberté de choisir son avenir professionnel » de 2018 a libéralisé l'apprentissage. Les entreprises peuvent désormais facilement ouvrir leur propre centre de formation et d'apprentissage (CFA) et proposer une certification professionnelle adaptée à leurs besoins. Les contrats d'apprentissage (de 330 à 961 euros nets mensuels, selon l'âge) peuvent être financés par l'État : en 2020, le plan « #1Jeune1Solution » a permis aux boîtes de recevoir 2 millions d'euros d'argent public ! Le lien entre l'apprentissage, la question des salaires et des conditions de travail est évident : en 2018, le groupe Carrefour annonçait 3 900 licenciements et l'embauche de 5 600 apprentis en alternance !

MIXITE DES PUBLICS ET AUGMENTATION DES TEMPS DE STAGE : (DES)ORGANISATIONS LOCALES

Tous les CFA ne peuvent cependant pas assurer les enseignements généraux : les LP sont désormais dans l'obligation d'accueillir des apprentis au sein des classes, au mépris des calendriers de stage et des progressions

pédagogiques. Pour répondre à toutes ces contraintes d'organisation, le gouvernement renvoie à la concertation locale : chaque établissement, en partenariat avec les structures du bassin d'emploi, décidera des volumes horaires des différentes disciplines, et de leur répartition dans l'année.

Alors que nos élèves devront trouver un patron et subir toutes les contraintes du monde du travail, les profs, beaucoup moins nombreux et nombreuses, n'auront plus aucune mission pédagogique ou éducative : il s'agira de répondre à des besoins de connaissance ponctuels, définis par les chefs d'établissement et les partenaires économiques, comme « savoir éditer une facture » ou « éviter de blesser trop gravement ses collègues sur le chantier ».

Cette autonomie signe la fin du bac national. Il ne sera plus qu'un titre certificatif, délivré par une entreprise, valable uniquement en un temps et un lieu définis, déterminé par l'intérêt immédiat des « partenaires locaux ».

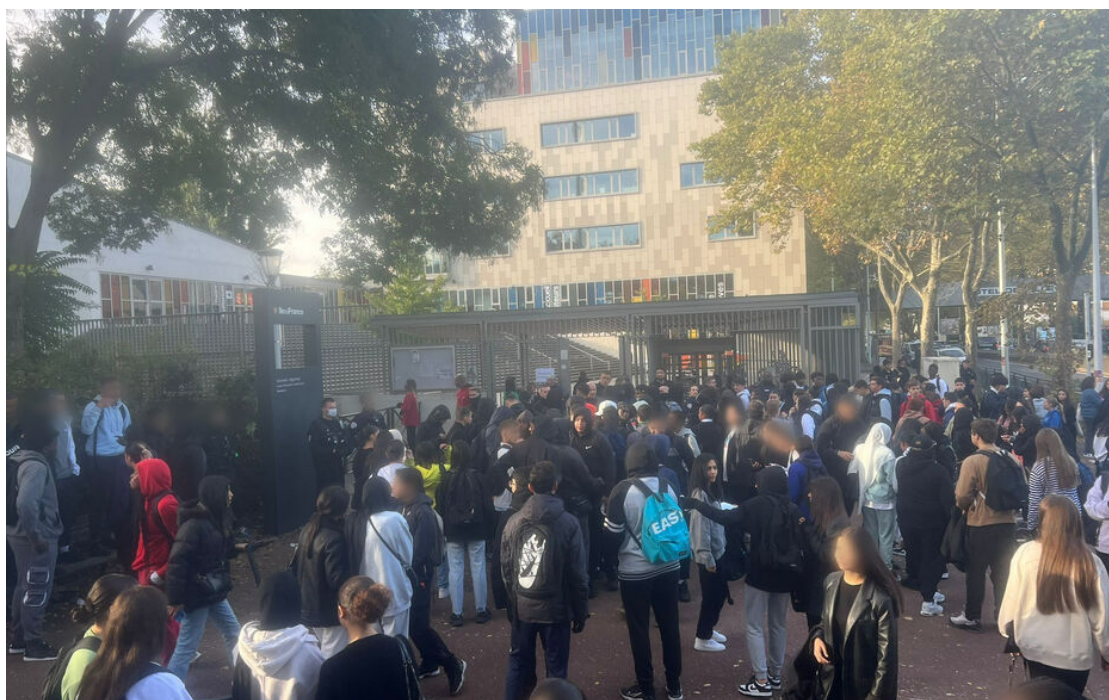
Plus largement, cette réforme est une attaque contre l'éducation publique : la réforme attendue au collège mettrait en place l'orientation dès la cinquième, alors que la sélection post-bac bénéficiera de la disparition de milliers de candidatures en BTS. Le lycée pro a souvent servi de cobaye en vue d'attaques suivantes. L'annualisation des emplois du temps ou la diminution des enseignements de sciences humaines guette certainement le lycée général si on ne l'arrête pas aujourd'hui.

CONTRE CETTE NOUVELLE ATTAQUE, LA NECESSITE D'UN PLAN DE BATAILLE

Le 18 octobre, l'intersyndicale de l'enseignement professionnel a appelé à une journée de grève contre la réforme. Elle a pris une ampleur sans précédent, avec près de 62 % de grévistes dans les LP. La mobilisation a pris des formes diverses et a mis en activité de nombreux collègues, avec des tours d'établissements... ou le soudage des grilles du rectorat de Limoges ! Les collègues ne sont pas les seuls à s'inquiéter : des élèves ont aussi décidé de se mobiliser, faisant face à l'intervention systématique de la police sur les blocages.

Le 18 a été une date importante, qu'il faut amplifier. Mais pour cela, il est clair que l'éparpillement des différents degrés de l'éducation nationale est mortifère. C'est tout le secteur qui est touché par la casse du service public. Bien sûr, les ministres qui se suivent et se ressemblent ne dégagent pas les réformes au même moment, car ils craignent bien trop la concordance des luttes. Alors montrons-leur qu'ils ont raison : oui toute l'éducation devrait être en grève le 17 novembre avec les lycées pro en tête de pont !

MOBILISATION DES ELEVES DU LYCEE JOLIOT DE NANTERRE : UNE COLERE LEGITIME !



Les semaines précédant les vacances ont été marquées par une série de mobilisations lycéennes, parties du lycée Joliot-Curie de Nanterre. Les élèves ont bloqué leur établissement pour différentes revendications.

■ POUR LE RETABLISSEMENT DE L'AIDE AUX DEVOIRS.

Une nouvelle fois, c'est sur le dos des quartiers populaires que l'État fait des économies, en supprimant des heures et des moyens. Les lycées de quartiers populaires, qui ont perdu le statut d'éducation prioritaire, sont désormais les plus saignés lorsque viennent les suppressions de moyens. Les élèves de Joliot ont donc bien raison de ne pas vouloir être une génération sacrifiée ! Là-dessus, les élèves ont obtenu partiellement gain de cause, prouvant que leur mobilisation était utile et légitime.

■ POUR LE RETOUR AU LYCEE DE LEUR PROF DE MATHS KAI TERADA,

déplacé de force par l'Éducation nationale. Alors que les collégues de Joliot étaient mobilisés depuis la rentrée, et attendaient la décision du tribunal administratif, les élèves ont montré leur solidarité, ayant conscience que la mutation d'un prof combatif était avant tout une attaque contre ceux et celles qui défendent le droit à une éducation de qualité. Mais, alors que la justice a refusé de remettre en cause la décision du rectorat de Versailles, les élèves mobilisés ont été à leur tour violemment réprimés : gaz lacrymogènes, coups de matraque et près d'une vingtaine de gardes à vue... Voilà les réponses de l'État !

■ POUR LA LIBERTE DE CHOISIR SES VETEMENTS.

Cette revendication a été mise en avant par nombre de médias et responsables politiques, qui y ont vu l'occasion de pointer du doigt la jeunesse des classes populaires, notamment les enfants d'immigrés. La nouvelle obsession, bien relayée par nos hiérarchies depuis la rentrée ? L'abaya, accusée d'être une « tenue islamique ». Mais, qu'il s'agisse de vêtements amples couvrant le corps, ou au contraire de vêtements courts, à chacun et chacune de choisir ses habits ! « Trop couvertes » ou « pas assez » : c'est aux filles de décider ! Défendre une éducation émancipatrice à toutes et tous, c'est défendre une école ouverte sans discrimination liée à la tenue... Et à l'origine et au genre de celui ou celle qui la porte.

Bien souvent, comme lors de la mise en place du bac Blanquer, les lycéens et lycéennes ont été la force motrice de la mobilisation. Refusons de les laisser tomber et de nous unir derrière la classe dirigeante et ses discours islamophobes ! Oui, la jeunesse a raison de se mobiliser. Notre place est à ses côtés, face aux violences des matraques, de la stigmatisation et de l'avenir qui lui est offert par cette société.

SUIVEZ LE NPA HAUTS-DE-SEINE SUR LES RESEAUX :



@NPA_92



@NPA_92_HAUTSDESEINE



NPA 92 NORD